



N° 2022-39

Pétitionnaire : Rémy Masségia – Lez-Art Création

Adresse : Vergers Saint-Pierre , 06540 Breil-Sur-Roya

Nature de la demande : prises de vues et de sons réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial

Intitulé du projet : réalisation d'un documentaire sur la faune sauvage du parc national du mercantour.

Localisation : Parc national du Mercantour , vallée de la Roya

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65, R.331-67 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 14 janvier 2022 par Monsieur MASSEGLIA Rémy, gérant de la société LEZ'ART Création,

Considérant que la demande porte sur la réalisation d'un documentaire long métrage sur la faune sauvage présente dans le Mercantour,

Considérant que le parti-pris annoncé de ce projet est de servir d'outil pédagogique traitant autant des espèces sauvages que des activités humaines,

Considérant à ce titre que le projet peut correspondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques » liés au territoire du Mercantour,

Considérant que le réalisateur a convenu d'adapter son programme de tournage de sorte à ne pas encourager une fréquentation publique ultérieure de certains secteurs préservés du Parc national du Mercantour, fréquentés par ailleurs par des meutes qui témoignent de peu d'interactions avec les activités humaines,

Considérant que le tournage comporte une nécessité de bivouaquer sur site, et que le réalisateur s'est engagé à travers sa demande, à pratiquer cette activité en toute conformité avec l'arrêté n°2018-07 sus-visé,

Décide

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société de production LEZ'ART CREATION, représentée par Monsieur MASSEGLIA Rémy, gérant et réalisateur, ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel et à des fins commerciales dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons sont destinées à intégrer un documentaire long-métrage sur la faune sauvage dans le massif du Mercantour.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, sont notamment interdits :

- la poursuite de toute espèce animale ;
- tout affût sous abri confectionné à partir de matériaux prélevés dans le cœur du Parc national ;
- tout affût sous tente réalisé selon des modalités non conformes à la réglementation en matière de bivouac.

2.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

2.3. Les prises de vues aériennes réalisées à l'aide d'un aéronef motorisé survolant le cœur de parc national à moins de 1000 mètres du sol, y compris les drones, ne sont pas autorisées par la présente décision. En revanche, elles sont autorisées hors cœur du Parc national du Mercantour.

2.4. Le bénéficiaire est tenu de ne pas commercialiser les prises de vue faites en cœur de Parc national pour une utilisation à des fins publicitaires ou placement de produits.

2.5 Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement sur clef USB la série de reportages concernés dans un délai de 2 mois à échéance de la présente.

2.5 Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement sur clef USB la série de reportages concernés dans un délai de 2 mois à échéance de la présente.

2.6 En cas de bivouac, le bénéficiaire devra respecter la réglementation en cœur de Parc (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/le-parc-national-du-mercantour/la-reglementation>)

2.7 Le bénéficiaire devra respecter la réglementation spécifique du site de Fontanalba et des Merveilles.

Article 3 : Durée

Cette autorisation est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 décembre 2022 sur la vallée de la Roya et la Bévéra.

Le bénéficiaire est tenu d'informer par écrit le service territorial concerné des dates effectives de présence de l'équipe de tournage et des sites concernés, a minima 2 jours ouvrés avant son installation sur site.

La présente autorisation est renouvelable par tranche de 6 mois par reconduction tacite jusqu'à la date limite de septembre 2024, date à laquelle la présente autorisation ne sera plus reconductible et donc caduque.

Contacts :

- service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00
chef du S.T – Cedric BRUNET (cedric.brunet@mercantour-parcnational.fr)
adjoint du S.T – Florent CHAPELUT (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

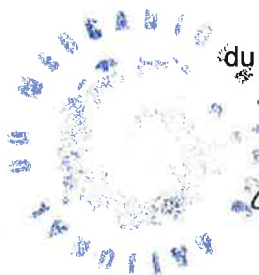
Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 3 mars 2022



La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS

Copie :

- Secteur territorial Roya